

PESSAC

Coeur Bersol

Bat A

33610 PESSAC

30 avenue Gustave Eiffel

Tél : +33 6 25 22 34 34

Mél : Jean-marc.mentaverri@bureauveritas.com

N° affaire : 23963610_1-9F0KKQT

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé**Opération :**Opération : **ANCIENNE AEROGARE DE PAU-UZEIN**

ROUTE DE L AEROPORT

64230 UZEIN

Destinataire :


SOCIETE D EXPLOITATION

Vincent RENAUDON

AEROPORT PAU PYRENEES

Route de l'Aéroport

Plan Général de Coordination**P.G.C.****Opération de catégorie : 3**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
05/11/2024	Rev0	PHASE PRO-DCE	Jean-marc andre MENTAVERRI
14/05/2025	Rev1	PHASE 2 - PRO-DCE	Jean-marc andre MENTAVERRI 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	9
2.1. Inspections Communes	9
2.2. PPSPS	9
2.2.1. Pénalités	9
2.3. Sous-traitance	11
2.3.1. Déclaration des sous-traitants	12
2.3.2. Transmission du PGC	12
2.3.3. Obligation du sous-traitant	12
2.4. Intérimaires	12
2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	12
2.6. Travailleurs indépendants	13
2.7. Protections individuelles	13
2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	13
2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers	14
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	15
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	15
3.2. Emprise de chantier	16
3.2.1. Clôture et portail	16
3.2.2. Accès	16
3.2.3. Circulations	16
3.2.4. Signalisation	16
3.2.5. Stationnements	17
3.2.6. Stockage	17
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	17
3.2.8. Cantonnements et entretien	18
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	18
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	19
3.3.2. Plan d'installation de chantier	19
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	20
4. MESURES DE COORDINATION SPS	21
4.1. Définition des risques particuliers	21
4.2. Analyse de risques	25
4.3. Co-activités et protections collectives	31
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	32
4.3.2. Déplacement de protection collective	32
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	32
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	33
4.4. Equipement de levage	33
4.4.1. Autorisation de survol	33
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	33
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	33
4.5.1. Approvisionnements et stockage	33

4.5.2. Travaux superposés	33
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	33
4.5.4. Protection contre le bruit	34
4.5.5. Protection contre l'incendie	34
4.5.6. Travaux en hauteur	34
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	35
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	35
4.6. Moyens communs	36
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	36
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	36
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	36
4.6.4. Protection des accès – Auvents	36
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	36
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	38
5.1. Stockages sur le chantier	38
5.2. Nettoyage	38
5.3. Enlèvement des déchets	38
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	38
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	39
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	39
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	40
6.1. Déclarations particulières	40
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	40
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	40
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	40
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	40
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	41
6.7. Locaux témoins	41
7. ORGANISATION DES SECOURS	42
7.1. Téléphone de secours	42
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	42
7.3. Travail isolé	42
7.4. Procédure d'organisation des secours	42
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	43
7.6. Point de rencontre secours	43
7.7. Modèle de fiche de secours	44
ANNEXES AU P.G.C.	45

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Phase 1 :

- des documents en phase PRO-DCE du 14/10/2024
- de la visite préalable sur site
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre
- du Rapport Amiante Avant Travaux référencé " Ancienne Aérogare_RAAT Sols Hall_Air'Py_Uzein_17510 " réalisé par 2CS en date du 12/07/2023

Phase 2 :

- des documents en phase PRO-DCE du 05/05/2025
- de la visite préalable sur site en réunion préparatoire du 28/04/2025
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Aménagement en Hall d'Exposition de l'Ancienne Aérrogare AEROPORT PAU PYRENEES

Route de l'Aéroport
64 230 UZEIN

Maitrise d'Ouvrage :

S.E.A. AIR'PY
Aéroport Pau Pyrénées
Route de l'Aéroport
64 230 UZEIN

- Le projet consiste à l'aménagement en Hall d'exposition de l'Ancienne Aérrogare.



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : appel d'offres

Mode de passation des marchés : lots séparés

Type de marchés : publics

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 17 février 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 5

Phasage des travaux:

Phase 1 : Lots 01 à 04 (Désamiantage - Gros-Oeuvre -

Menuiseries Extérieures - Plâtrerie)Phase 2 : Lots 05 & 06

(Peinture Poteaux et sols, Ponçage des marbres - Electricité)

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : **Le Projet se décompose en 6 Lots :**

- Lot 01 : Démolitions - Maçonneries
- Lot 02 : Désamiantage
- Lot 03 : Menuiseries extérieures Aluminium
- Lot 04 : Plâtrerie
- Lot 05 : Peinture Poteaux - Sols - Ponçage Marbre
- Lot 06 : Electricité CFO-CFA

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : **Chantier de 3ème catégorie** dont le volume d'activité sur site est inférieur à 500 hommes/jours .
Durée du chantier de 5 mois .
Effectif variable de 3 à 8 personnes .

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SOCIETE D EXPLOITATION	AEROPORT PAU PYRENEES Route de l'Aéroport 64230 UZEIN	06 72 32 77 94 v- renaudon@pau.aeroport.fr	Vincent RENAUDON
Architecte	BEARD ARCHITECTE	30, Avenue du Château d'Este BILLERE 64140	06 17 41 21 27 contact@beard- architecte.fr	Jean-Luc BEARD
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS PAU	4, Rue Johannes Kepler Zone Europa 64000 PAU	06 25 22 34 34 jean- marc.mentaverri@bureauv- eritas.com	Jean-Marc MENTAVERRI
Inspection du travail	DREETS PAU	65, Boulevard Tourasse 64000 PAU	dd-64.direction@direccte. gouv.fr	Inspecteur du Travail
CARSAT	CARSAT AQUITAINE - AGENCE DE PAU	26, AVENUE DES LILAS 64000 PAU	prevention5@carsat.aquit- aine.fr	AGENCE DE PAU

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
OPPBTP	OPPBTP	Immeuble «Les Bureaux du Tasta» Bâtiment C 4.4 – 1er étage - 9, avenue Raymond Manaud 33524 BRUGES CEDEX	aquitaine@oppbtp.fr	ACCUEIL

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent OBLIGATOIREMENT être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.2. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.2.1. Pénalités

1) Se référer au CCAP

2) Rappel des obligations réglementaires applicables au-delà du contrat

OBLIGATIONS ET PEINES ENCOURUES (Code du Travail)

1. Peines et obligations "affichage obligatoire" Peines pouvant aller de 450.00 € à 1500.00 € d'amende :

- Le Code du Travail et le Code Pénal prescrivent, sous des peines sévères, l'affichage obligatoire de certaines informations dans les locaux de tout établissement employant des salariés. Loi du 25 juillet 1985 (L. n° 85-772, 25 juill. 1985, JO 26 juill.).

2. Peines et obligations "Document Unique des risques" obligatoire :

Peines de 1 500 € à 9000 € en cas de récidive

- Depuis le décret du 05/11/01, la tenue et mise à jour d'un Document Unique d'évaluation des risques Professionnels est obligatoire pour toutes les entreprises. Elle est de la responsabilité directe de l'employeur. Cette tâche est placée au sommet de la hiérarchie des «Principes généraux de prévention» du Code du Travail (ancien L.230-2)(nouveau L4121-1). Circulaire DRT n°6 du 18 avril 2002

- En cas d'absence du Document Unique des Risques Professionnels (ou de sa mise à jour*), l'inspection du travail peut dresser un procès verbal à l'encontre de l'employeur avec une contravention de 5ème classe soit 3500 euros d'amende. Cette peine peut être doublée en cas de récidive sous un an.

* 1/an et à chaque modification des conditions de travail : nouvelle machine, nouveau procédé

- L'article (ancien L.230-2)(nouveau L4121-1) du Code du Travail oblige les employeurs à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs sur la base des principes généraux de prévention (titres I et II) et rend obligatoire la réalisation d'une évaluation des risques (titre III).

- L'article (ancien R.230-1) (nouveau R4121-1) du Code du Travail oblige l'employeur à transcrire et mettre à jour dans un document unique les résultats de l'évaluation des risques comportant "un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail de l'entreprise ou de l'établissement" et précise les conditions de mise à jour et de mise à disposition de ce document.

- L'article (ancien R.263-1-1) (nouveau R4741-1) du Code du Travail, entré en vigueur le 7 novembre 2002, précise les sanctions pénales qui punissent "le fait de ne pas transcrire ou de ne pas mettre à jour les résultats de l'évaluation des risques" d'une contravention de 5ème classe, soit une amende de 1 500 € (3 500 € en cas de récidive).

En outre, l'employeur peut être condamné pour délit d'entrave si le Document unique n'est pas mis à la disposition de l'Inspection du Travail, Médecine du Travail, des représentants du personnel (CHSCT ou délégués du personnel). Quant au refus de tenir le Document unique à la disposition de l'inspection du travail, il peut être sanctionné par l'amende prévue pour les contraventions de 3e classe (450 Euros), ou même dans certains cas par les sanctions pénales prévues pour le délit d'obstacle à contrôle (jusqu'à 3 750 Euros d'amende et/ou un an de prison, doublés en cas de récidive).

- Si la faute inexcusable de l'employeur est retenue, c'est-à-dire « s'il avait ou aurait dû avoir conscience du danger auquel était exposé le salarié et qu'il n'a pas pris les mesures nécessaires pour le protéger », les sanctions pour l'entreprise, mais aussi pour l'employeur sont beaucoup plus lourdes. Elles porteront sur le versement par l'entreprise d'un capital ou d'une rente, le paiement de dommages et intérêts en réparation du préjudice par l'employeur sur son patrimoine personnel.

- Avec le nouveau code pénal, l'employeur peut être également condamné à un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende (le triple en cas d'incapacité de travail > 3 mois). Quant à l'entreprise, elle peut être condamnée à verser 75 000 euros d'amende plus peines complémentaires (225 000 euros en cas d'incapacité de travail > 3 mois).

3. Peines et obligations "Plan de prévention et de sécurité pluriactivité et travaux dangereux" (Décret 92-158 du 20/2/92) :

Sanctions de 4.500 € portée à 9.000 € si récidive

Une entreprise peut être amenée à sous-traiter des travaux au sein même de son établissement (travaux de plomberie, nettoyage, informatique, maintenance, etc.).

- Objectif : La responsabilité du chef d'établissement en matière de sécurité est engagée pour toute personne d'une entreprise extérieure qui travaille sur son site.

- Cadre réglementaire, les entreprises concernées : Le Code du travail vise par "entreprises extérieures", celles qui font intervenir leur personnel aux fins d'exécuter une opération ou de participer à l'exécution d'une opération, quelle que soit sa nature, industrielle ou non, dans un établissement d'une "entreprise utilisatrice" ou dans ses dépendances ou chantiers.

Par "entreprise extérieure", on entend "toute entreprise, juridiquement indépendante de l'entreprise utilisatrice amenée à faire travailler son personnel (travaux ou prestation de services) ponctuellement ou en permanence dans les locaux de l'entreprise utilisatrice qu'il y ait ou non une relation contractuelle entre l'entreprise utilisatrice et cette entreprise. Cette entreprise peut être une entreprise intervenante ou sous-(ancien R 237-1) (nouveau R4515-1) du Code du Travail. Art. R 237-5 à 7 du Code du Travail.

- Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 a imposé l'élaboration d'un document écrit, intitulé « Plan de prévention » et destiné à préciser les mesures adoptées conjointement par les chefs d'établissement des entreprises intervenantes (appelées « entreprises extérieures ») et le chef d'établissement de l'entreprise d'accueil (appelée « entreprise utilisatrice ») pour assurer la sécurité des opérateurs pendant la réalisation

des travaux (articles R. 237-1 (nouveau R4515-1) à R. 237-28 (R4512-1 nouveau) Code du travail).

4. Peines et obligations "Protocole de sécurité chargement/ déchargement", obligatoire toutes activités, toutes entreprises :

Sanctions de 4.500 € portée à 9.000 € si récidive

- Décret du 26 avril 1996 art. 237-1 (nouveau 4515-1) et suivants, règles de sécurité applicables aux opérations de chargement/déchargement effectuées par une entreprise extérieure, entre l'entreprise d'accueil et le transporteur. Obligatoire pour toutes entreprises quelques soit l'activité en cas de déchargement ou de chargement de marchandises.

5 - Peines et obligations "bâtiment/BTP/chantiers"

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

La loi 14-18 du 3 décembre 1993 a transposé en droit français la directive 92-57 du 24 juin 1992 appelée « Chantiers temporaires et mobiles » et a créé une coordination en matière de sécurité et de santé sur les chantiers où sont appelées à intervenir plusieurs entreprises (entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants inclus).

5.1 - Les obligations du maître d'ouvrage :

Les maîtres d'ouvrages sont désormais impliqués dans le respect des règles de prévention, ils doivent :

- Respecter les principes généraux de prévention :

Sanctions = amende de 4.500 € portée à 9.000 € si récidive.

- Organiser la coordination :

Sanctions = amende de 9.000 € et en cas de récidive : 1 an de prison et/ou 15.000 € d'amende + affichage du jugement

- Faire établir par le coordonnateur le plan général de coordination lorsque celui-ci est requis :

Sanctions = amende de 9.000 € et en cas de récidive : 1 an de prison et/ou 15.000 € d'amende + affichage du jugement.

- Intégrer la sécurité dans les ouvrages :

Sanctions = amende de 9.000 € et en cas de récidive : 1 an de prison et/ou 15.000 € d'amende + affichage du jugement.

- Constituer le CISSCT Collège Inter-Entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail :

Sanctions = amende de 1.500 € portée à 3.000 € si récidive.

- Réaliser les voies d'accès et prévoir le raccordement aux réseaux eau-électricité pour les chantiers de plus de 760.000 € :

Sanctions = amende de 22.500 € portée à 45.000 € en cas de récidive.

5.2 - Les obligations des entreprises :

- Elaborer le PPSPS lorsqu'il est requis, c'est-à-dire lorsqu'elles interviennent sur un chantier soumis à un plan général de sécurité et de santé PGSPS ou lorsqu'elles interviennent seules sur des chantiers pour exécuter des travaux d'une durée > 1 an et nécessitant à un moment quelconque plus de 50 salariés pendant plus de 10 jours ouvrés consécutifs.

5.3 - Les obligations des travailleurs indépendants :

Lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier soumis à coordination, les travailleurs indépendants sont tenus de respecter, à l'égard d'eux-mêmes et des autres personnes intervenant sur le chantier les mêmes obligations que les autres Entreprises.

Sanctions = amende de 4.500 € portée à 9.000 € en cas de récidive.

Se conformer aux pièces écrites du marché au delà de ces sanctions.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.3. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.3.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.3.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.3.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.4. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.6. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.7. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Sans objet

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'ensemble des raccordements et installations de chantier sont à la charge de l'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie
Les Voiries déservant le chantier sont existantes.

Accès à la zone de travaux :

L'accès pour desservir la zone du chantier se fait depuis la Route de l'Aéroport par l'entrée existante.

Alimentation et accès :

Avant l'intervention des entreprises, le périmètre d'emprise des travaux est :

- accessible aux véhicules et aux piétons depuis les voies publiques existantes
- raccordé à un réseau d'évacuation conformément aux règlements sanitaires. (réseau existant sur site)

Pendant la période de préparation, le chantier est :

- raccordé à un réseau de distribution d'eau potable permettant une alimentation suffisante aux besoins du chantier
- raccordé à un réseau de distribution électrique de puissance suffisante.

Aménagement du chantier :

La zone de chantier est aménagée de façon à permettre :

- l'accès aux installations de vie collective et aux locaux des entreprises,
- l'accès et le stationnement des véhicules d'entreprises
- l'accès aux zones de travaux,
- le stockage et son accès,
- la circulation d'élévateurs de chantier ou de nacelles dans la zone de travaux,

Raccordements provisoires aux réseaux :

Ces travaux de raccordements et voirie sont réalisés en amont de l'installation de la base vie

Le chantier est raccordé aux réseaux extérieurs en :

- Electricité
- Eau
- Réseaux d'évacuations EU-EV et EP



3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

L'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie doit l'installation des clôtures de chantier servant à la délimitation de la zone de travaux ainsi qu'à la fermeture du chantier afin de le rendre clos et indépendant .

La clôture provisoire doit-être effective dès l'installation du chantier et englober l'ensemble des aménagements qui concernent le Bâtiment à rénover .

Les clôtures sont de type mobile, posées sur plots en béton renforcé avec poignées de manutention : panneaux treillis soudés tridimensionnel galvanisé 3,50 x 2,00 m de hauteur (marque HERAS ou équivalent) .

- Fermeture du chantier :

Un portail équipé d'une chaîne et d'un cadenas est installé, à la charge de **l'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie**, afin d'assurer la fermeture du chantier pour la durée totale des travaux .

L'ouverture et la fermeture du chantier doit-être assurée successivement par les entreprises présente sur le site.

3.2.2. Accès

Accès à la zone de travaux :

L'accès pour desservir la zone du chantier se fait depuis la Route de l'Aéroport par l'entrée existante située devant l'Ancienne Aérogare.

3.2.3. Circulations

La zone de parking permettant aux véhicules des entreprises de stationner doit-être située dans l'enceinte clôturée du chantier.

Circulations dans la zone de chantier :

L'accès aux zones de travaux est conservé pendant toute la durée du chantier.

Les circulations doivent rester libres et dégagées.

Les circulations piétonnes sont balisées en cas de nécessité;

L'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie a à sa charge, pendant toute la durée des travaux, le nettoyage et l'entretien des voiries utilisées.

3.2.4. Signalisation

Signalisation à l'attention du public :

Des panneaux interdisant l'accès du chantier au public sont apposés par **l'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie** sur le portail d'accès et sur les clôtures .

Signalisation à l'attention des entreprises :

Des panneaux autorisant l'accès du chantier sous réserve du port des EPI adaptés sont apposés par

l'entreprise

Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie sur le portail d'accès et sur les clôtures.

Signalisation et fléchage sur rue :

Dans le cadre des travaux, une signalisation temporaire de chantier peut s'avérer nécessaire côté Rue.

Pour son installation, celle-ci doit avoir reçu l'accord des services de police concernés.

Chaque entreprise, le nécessitant, doit ces installations dans le cadre de ces travaux .

3.2.5. Stationnements

La zone de parking permettant aux véhicules des entreprises de stationner doit-être située dans l'enceinte clôturée du chantier.

L'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie indique sur son plan d'installation de chantier la zone parking dédiée au personnel de chantier.

Stationnement des véhicules personnels :

Le stationnement sur le chantier des véhicules personnels est interdit.

3.2.6. Stockage

Les zones de stockage et d'entreposage sont définies en fonction des besoins des entreprises et imposées par le maître d'ouvrage et maître d'oeuvre

Les aménagements nécessaires à la réalisation de ces aires sont à la charge de **l'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie**

L'affectation et la délimitation des zones de stockage sont portées sur le plan d'installation de chantier.

Aucun stockage ou entreposage de matériels ou matériaux en dehors des zones définies n'est toléré.

Zone de stockage général :

Une zone est aménagée pour le stockage des entreprises.

Substances ou matériaux dangereux :

Les locaux contenant des produits dangereux sont pourvus de moyens de prévention adaptés aux risques. Ces mesures sont décrites dans le PPSPS .

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

L'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie, suivant les prescriptions des pièces écrites réalisées par le maître d'oeuvre, doit l'installation et la gestion des branchements provisoires de chantier.

Réseaux provisoires :

- Eau potable, point de desserte principal.
- Points d'eau
- Assainissement
- Électricité

Équipement électrique :

Les installations électriques provisoires de chantier doivent être conçues et réalisées conformément à la réglementation. Elles font l'objet de vérifications réglementaires par un organisme de contrôle (avant mise en service et périodiquement). Les rapports de vérification et registres de sécurité sont à la disposition du coordonnateur sécurité sur le chantier.

L'ensemble des installations sont exécutées par du personnel habilité et la vérification initiale avant la mise en service est confiée à un organisme ou personne agréé,

Les installations électriques sont réalisées par du personnel dûment habilité et respectent les normes en vigueur.

L'installation électrique du chantier comprend :

- l'installations de coffrets comprenant un dispositif de protection différentiel 30mA. Ils comportent 4 prises au minimum et leur nombre est calculé de façon que la longueur des rallonges n'excède pas 25m.

Eclairage provisoire :

L'éclairage a la charge de **L'entreprise titulaire du Lot n°06 Electricité** doit permettre la circulation sur tout le chantier et ses abords.

Il est rappelé que les installations provisoires d'éclairage doivent être conçues pour assurer en tout point les niveaux d'éclairage minimaux.

Niveaux d'éclairage requis :

- 40 lux pour les zones et voies de circulation,
- 60 lux : dans les escaliers, les dégagements et zones de stockage et d'entreposage intérieurs,
- 100 lux pour les postes de travail.

Distribution d'eau :

Points d'eau pour travaux : judicieusement répartis par secteurs, niveaux et en distance.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Locaux de vie, d'hygiène et locaux communs au chantier :

Locaux existants mis à disposition par la Maitrise d'Ouvrage comprenant un local Réfectoire, un local Vestiaire et un ensemble Sanitaire.

Conformes au nouveau code du travail de mai 2008, ils sont à la charge de **l'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie** pendant la période de préparation.

Répartition des consommables et frais conformément au CCTP.

Le nettoyage est réalisé au moins une fois par jour. En cas de non respect de cette obligation, le maître d'oeuvre fait intervenir hebdomadairement une entreprise spécialisée de nettoyage au frais du compte prorata.

Les installations de la base de vie sont maintenues en place et entretenues pendant toute la durée du chantier jusqu'à la réception des travaux, y compris le nettoyage quotidien.

Les installations de la Base de vie sont mis à disposition de l'ensemble des salariés du chantier (toutes entreprises confondues) et comprennent :

- **Un bloc sanitaire (s)** comportant cabinets d'aisances, urinoirs, lavabos avec ECS / EFS, savon, etc..., (article R 4534-144 du code du travail), raccordé au réseau tous à l'égout,
 - **Un Vestiaire (s)** avec casiers ininflammables avec serrures ou cadenas + banc, (article R 4534-144 du code du travail),
 - **Un réfectoire (s)** + mobiliers pour les salariés qui prennent leurs repas sur le chantier, équipé d'un appareil permettant d'assurer le réchauffage ou la cuisson des aliments et d'un garde-manger destiné à protéger les aliments d'une capacité suffisante et, si possible d'un réfrigérateur.
- Il sera tenu en parfait état de propreté (article 4534-142 du code du travail)
- **Un robinet (s)** d'eau potable, fraîche et chaude pour dix (10) personnes prenant leur repas sur le site (CTR 232.10.1),
 - **Un point (s) d'eau potable** pour la toilette en quantité suffisante (article R4534-141 du code du travail),
 - **Une salle de réunion** : y compris le mobilier pour les réunions .

En fonction de l'évolution du chantier l'emplacement de la base vie peut être modifié. Une concertation entre les différents protagonistes est faite,

Ces équipements listés ci-dessus doivent être prévus pour l'effectif de chantier TCE (en tenant compte de l'évolution des effectifs),

Locaux de stockages propres aux entreprises :

Il est assuré un nettoyage périodique pour tous les locaux propres à chaque entreprise (à la charge de chaque entrepreneur),

Nettoyage des cantonnements :

Il est assuré un nettoyage quotidien (à minima 1 fois par jour) pour les sanitaires et locaux communs du chantier,

géré par **l'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie**

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE.

C'est pourquoi cette tâche, obligation de chaque Entreprise , est particulièrement contrôlée par le Coordonnateur SPS.

Pour être efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages.

Cette évacuation doit être journalière et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement

l'état de propreté exigé (goulotte, sacs et seaux).

Leur mise en dépôt à l'extérieur du bâtiment se fait en un endroit désigné d'un commun accord avec la maîtrise d'oeuvre et le Coordonnateur SPS.

Chaque Entreprise intervenante a à sa charge :

- Journalièrement, le nettoyage complet des surfaces
- Le nettoyage complet de tous les abords, enlèvements périodiques des gravois stockés à l'extérieur,
- L'évacuation des déchets spéciaux concernés par son intervention

Chaque Entreprise Titulaire a à sa charge :

- La mise à disposition de bennes à ordures et leurs renouvellements réguliers jusqu'à la fin de leurs travaux.

En cas de défaillance d'une entreprise, après rappel, le maître d'ouvrage délégué fera appel à une entreprise de nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante si elle est connue et/ou à la charge du compte prorata.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

L'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie doit la réalisation du Plan d'Installation de Chantier

comprennant :

- aménagement de l'environnement du chantier, panneaux de signalisation routière
- panneau de chantier,
- clôtures,
- aménagement de la zone de cantonnement,
- aménagement de la zone de stockage,
- aménagement des cheminements,
- les locaux de vie
- les locaux privés
- les raccordements aux réseaux
- les équipements communs
- aménagement des points de branchements,

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **DEMOLITIONS - MACONNERIE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention

- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **DEMOLITIONS - MACONNERIE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	DEMOLITIONS - MACONNERIE	DEMOLITIONS - MACONNERIE	RECEPTION DES TRAVAUX
Accès	EXISTANT	TCE	RECEPTION DES TRAVAUX
Circulations	EXISTANT	TCE	RECEPTION DES TRAVAUX
Signalisation	DEMOLITIONS - MACONNERIE	DEMOLITIONS - MACONNERIE	RECEPTION DES TRAVAUX
Stationnement	DEMOLITIONS - MACONNERIE	DEMOLITIONS - MACONNERIE	RECEPTION DES TRAVAUX
Stockage	DEMOLITIONS - MACONNERIE	DEMOLITIONS - MACONNERIE	RECEPTION DES TRAVAUX
Réseaux provisoires de chantier	ELECTRICITE CFO-CFA	ELECTRICITE CFO-CFA	RECEPTION DES TRAVAUX
Coffret électrique général	ELECTRICITE CFO-CFA	ELECTRICITE CFO-CFA	RECEPTION DES TRAVAUX
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE CFO-CFA	ELECTRICITE CFO-CFA	RECEPTION DES TRAVAUX
Cantonnement	DEMOLITIONS - MACONNERIE	DEMOLITIONS - MACONNERIE	RECEPTION DES TRAVAUX
Infirmier de chantier	TCE	TCE	RECEPTION DES TRAVAUX
Nettoyage hors cantonnement	TCE	DEMOLITIONS - MACONNERIE	RECEPTION DES TRAVAUX
PIC	DEMOLITIONS - MACONNERIE	DEMOLITIONS - MACONNERIE	RECEPTION DES TRAVAUX
Protections collectives	DEMOLITIONS - MACONNERIE & TCE	DEMOLITIONS - MACONNERIE	RECEPTION DES TRAVAUX
Accès hauteur communs	SANS OBJET	TCE	RECEPTION DES TRAVAUX
Déchets - Gravats	TCE	TCE	RECEPTION DES TRAVAUX

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions en fonction de la liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci-après :

1	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur, au sens des dispositions générales du CT Articles 4121-1 à 5 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement	×
2	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article r. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles r. 231-56-11-i et r. 231-65-i	
3	Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable suivant les textes en vigueur	
4	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé	
5	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (tbt) et travaux à proximité des lignes électriques de htb aériennes ou enterrées	×
6	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade	
7	travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	
8	Travaux en plongée appareillée	
9	Travaux en milieu hyperbare	
10	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	
11	Travaux comportant l'usage d'explosifs	
12	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé	
13	Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour	

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
	Lot n°01 : Démolitions	Voisinage Engins et matériels Rupture, effondrement Chute d'objets, éclats Voisinage Bactéries, virus, parasites Rupture, effondrement Réseaux Pollution de l'atmosphère Engins et matériels Travaux à point chaud Travail en hauteur Choc, coupure, piqûre Environnement naturel Bruit, vibrations Collision, heurt Rupture, effondrement	Chantier clos et indépendant . pas de co-activité. attendre achèvement des démolitions et la mise en place des dispositifs de contreventement et étaieement.. Clôture de zones analyse du voisinage Chantier clos et indépendant analyse des produits et du contexte Clôture de zones DICT consignation . Plan de démolition environnement planification . .
	Lot n°01 : Maçonnerie	Engins et matériels Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement Multi danger Contact électrique direct ou indirect	Circulations Engins
	Lot n°02 : Désamiantage	Rupture, effondrement Bactéries, virus, parasites Amiante	pas de co-activité. attendre achèvement des démolitions et la mise en place des dispositifs de contreventement et étaieement.. analyse des produits et du contexte

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
			.
	Lot n°03 : Menuiseries Extérieures Aluminium	Chute d'objets, éclats Stabilité, renversement Travail en hauteur Contact électrique direct ou indirect Chute d'objets, éclats	. . Respect des protections collectives . Respect des protections et de leurs maintiens. État d'ordre et de propreté permanent. Évacuation des palettes et déchets au fur et à mesure.
	Lot n°04 : Plâtrerie	Déplacement de plain-pied Travail en hauteur Stabilité, renversement	. . .
	Lot n°05 : Peinture Poteaux - Sols - Ponçage Marbre	Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Produits dangereux Eclairage Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Inhalation poussières Manutention manuelle	. . . Eclairage . . . TMS.
	Lot n°06 : Electricité - Courant Fort-Courant faible	Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Eclairage Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Inhalation poussières Manutention manuelle

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
			Eclairage Objets. Électricité. . TMS.

4.2. Analyse de risques

Lot n°01 : Démolitions

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Voisinage	Clôture et portail de chantier. Signalisation	.
Engins et matériels	Gyrophare ,aire de nettoyage.	.
Rupture, effondrement	Chantier clos pour éviter toute intrusion du public (accès interdit à toute personne étrangère au chantier). Voirie protégée (arrêtés d'interdiction de circulation ; dispositif d'arrosage pour éviter les poussières, ...) Contrôles divers (existence de réseaux surplombants la zone des travaux ou localisation souterraine)	éviter toute co-activité. dans le même secteur. attendre que les démolitions et évacuations des gravats soient terminés
Chute d'objets, éclats	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès stabiliser les éléments de construction devant être maintenus en place	Respecter les balisages et zones clôturées
Voisinage	prévenir le voisinage des travaux, anticiper l'incidence de ces travaux sur le voisinage, organiser l'évacuation des gravats (trafic)	.
Bactéries, virus, parasites	curage des réseaux avant intervention vaccination si nécessaire baliser les zones d'intervention locaux pollués analyse spécifique et définition des mesures adaptées	.
Rupture, effondrement	Examen complet de l'ouvrage à démolir ainsi que les existants contigus concernant la nature la résistance et la stabilité des éléments à démolir le repérage des ouvrages voisins, leurs résistance et influences de la démolition sur leur stabilité Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Etalement provisoire à étudier. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire. Stabiliser les constructions devant être maintenue en place.	Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire.
Réseaux	DICT Repérage et neutralisation des installations intérieures d'électricité, de gaz, d'eau, cuve	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	etc... : Vérification après coupure de la mise hors tension des réseaux électriques, Dégazage des tuyaux et cuve avant intervention (conserver une copie du PV de dégazage sur site), Délimiter les zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée.	
Pollution de l'atmosphère	arrosage pour limiter la dispersion des poussières	.
Engins et matériels	Plan de démolition indiquant les zones de stockage, de démolition et les aires d'évolution des engins.	Stabiliser les constructions devant être maintenue en place.
Travaux à point chaud	extincteurs	.
Travail en hauteur	définir les modes opératoires pour garantir l'absence de chute de hauteur	.
Choc, coupure, piqure	protéger les aciers en attente après démolition	.
Environnement naturel	après démolition stabilité des espaces restitué	.
Bruit, vibrations	Voir environnement et établissement voisin incidence sur le fonctionnement de ces sites rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration intégrer dans le planning les phase de démolition présentant ces risques hors présence des autres corps d'état	port des EPI adaptés
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage
Rupture, effondrement	L'entreprise de démolition effectuera l'ensemble de ses travaux à l'aide d'EPI et d'équipements adaptés, suivant la législation en vigueur (plan de retrait si découverte de matériaux amiantés). Etude, choix des modes opératoires et du matériels les mieux adaptés au travail à exécuter et aux risques générés, Choix de main d'œuvre qualifiée, encadrée et formée au mode opératoire retenu, Vérification de la stabilité des planchers de travail eu égard aux charges amenées, Vérification de la nature et de la salubrité des éléments à déposer, fournir les protections individuelles requises, Ordonnancement des tâches, étude du positionnement des différents opérateurs, Prendre toutes dispositions selon avancée de la technique pour réduire au maximum les nuisances de chantier (bruits ; poussières) Renforcement des aires d'évolution "fragiles", fermeture des regards et caniveaux pour le passage d'engins de chantier Humidification des gravois par aspersion,	.

Lot n°01 : Maçonnerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	Séparation physique des accès piétons et engins. Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur). Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier. Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier. Travaux en façade : Compactage et stabilité du sol à assurer préalablement aux travaux sur 3 m de large en périphérie du bâtiment pour sécuriser les interventions à l'aide d'échafaudage ou de nacelle.	Obtenir et respecter le plan de circulation. PV du sol à obtenir.
Déplacement de plain-pied	"Protection collective résistant au passage sur l'accès. Pose des protections à l'avancement. Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. (Obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...). Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées. (Dalle béton cellulaire, etc...)."	.
Rupture, effondrement	Effondrement d'ouvrages en construction ou en stockage : Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des autres corps d'état (balisage ou barrière) Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux. Afin de prévenir le risque d'effondrement des pignons maçonnés, l'entreprise mettra en œuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et qui soit compatible avec le phasage de montage de la charpente c'est-à-dire qui n'entraîne pas de gêne pour mettre en place les fermettes. Mise en place à l'avancement des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité.	Interdiction de travail sous les zones de coulage sans autorisation du GO. Interdiction de démontage de protections collectives sans accord du titulaire.
Multi danger	Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.

Lot n°02 : Désamiantage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Chantier clos pour éviter toute intrusion du public (accès interdit à toute personne étrangère au chantier). Voirie protégée (arrêtés d'interdiction de circulation ; dispositif d'arrosage pour éviter les poussières, ...) Contrôles divers (existence de réseaux surplombants la zone des travaux ou localisation souterraine)	éviter toute co-activité. dans le même secteur. attendre que les démolitions et évacuations des gravats soient terminés
Bactéries, virus, parasites	Curage des réseaux avant intervention Vaccination si nécessaire Baliser les zones d'intervention Locaux pollués Analyse spécifique et définition des mesures adaptées	.
Amiante	<p>Le rapport de repérage amiante établi par 2CS en date du 12/07/2023 référencé Ancienne Aérogare_RAAT Sols Hall_Air'Py_Uzein_17510 fait apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante. L'entreprise de désamiantage devra mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé <p>L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition</p> <p>Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de</p>	<p>Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante avant son retrait, une entreprise à désigner (diagnostiqueur, cureur, démolisseur) est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.	

Lot n°03 : Menuiseries Extérieures Aluminium

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Balisage sous les zones de montage en pied de façade	Respect du balisage
Stabilité, renversement	Demande d'une aire de stockage à la maîtrise d'œuvre	.
Travail en hauteur	Respect des protections collectives ou mise en place d'une protection au moins équivalente.	GO : mettre des protections collectives ne gênant pas l'installation des menuiseries extérieures
Contact électrique direct ou indirect	Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes avec vérifications périodiques et inférieures à 25m.	.
Chute d'objets, éclats	Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguage des charges par personnel formé. Interdire les zones de levage	GO : Organiser le désétalement avant intervention du lot menuiserie extérieure.

Lot n°04 : Plâtrerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Travail en hauteur	Chute dans les trémies : Maintenir en place les protections collectives	Si escalier posé ultérieurement : Lot GO, Les trémies d'escalier sont protégées horizontalement par un système laissant un passage. Cette protection est démontable, pour permettre les approvisionnements à l'étage. Cette installation est faite de façon à ce que le doublage puisse être posé sans démontage.
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation des recettes du GO. Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage.	.

Lot n°05 : Peinture Poteaux - Sols - Ponçage Marbre

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement	Pas de travaux en coactivité. Pas de stockage dans les circulations.
Inhalation poussières	Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.	.
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.	.
Eclairage	Mise en place de l'éclairage provisoire de chantier par le l'entreprise générale dans le cadre de la préparation de chantier.	Si éclairage non suffisant, remonter information et/ou installation d'éclairage portatif.
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Chute d'objets, éclats	Baliser à l'aplomb des zones de travail et interdire l'accès aux zones de danger.	Respect du balisage mis en place
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.

Lot n°06 : Electricité - Courant Fort-Courant faible

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit . Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignment...)	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Stabilité, renversement	Organisation à mettre en place par l'entreprise et à soumettre à la maîtrise d'œuvre	.
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	Tâche carottage : Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage. Nettoyage des gravats
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Eclairage	Mise en place de l'éclairage provisoire de chantier par le l'entreprise générale dans le cadre de la préparation de chantier.	Si éclairage non suffisant, remonter information et/ou installation d'éclairage portatif.
Chute d'objets, éclats	Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber. Condamner l'accès sous intervention ou mise en place d'un tunnel ou d'un auvent ou équipement adéquat.	Ne pas intervenir lors de ces phases dans les zones concernées. Respecter le balisage. Respecter le planning.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que **l'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par **l'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie**
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise l'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise l'entreprise Titulaire du Lot n°01 Démolitions - Maçonnerie qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnement et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les

fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

Risque inhalation :

En vue d'une protection des voies respiratoires :

- par temps sec : arrosage périodique des zones d'investigation (mesure de protection collective) ;
- lors des opérations courantes : port d'un masque de type P3 en continu sur le chantier (risque poussières).

Les entreprises mettant en oeuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels du chantier devront isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état (obligation de moyens et de résultats).

Les entreprises indiqueront dans les P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en oeuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion :

- Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en oeuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion,
- Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en oeuvre, l'entreprise devra

préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Sans objet

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'opération.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,

- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

1) Les conducteurs d'engins doivent être formés et être en possession d'une autorisation de conduite délivré par l'employeur :

Pour bénéficier de l'autorisation de conduite, le conducteur doit respecter trois conditions :

- être déclaré apte par le médecin du travail
- Avoir suivi une formation spécifique sur les connaissances et la conduite en sécurité (CACES ou équivalent)
- Connaître le lieu de travail et les instructions à respecter sur le site des travaux

2) Les engins de chantier doivent être munis de dispositifs destinés à assurer la sécurité du conducteur et des piétons comprenant notamment :

- Une main courante et des marches antidérapantes pour sécuriser l'accès au poste de conduite
- une structure de protection contre le retournement et les chutes d'objets
- un gyrophare
- un rétroviseur panoramique
- un avertisseur sonore de recul
- de phares pour l'éclairage routier
- une cabine insonorisée et climatisée

3) Pour limiter les risques liés à l'utilisation d'engins de chantier, le chef d'entreprise doit :

- mettre à disposition du matériel conforme, en bon état, émettant le moins de vibrations possible et adapté aux opérations à réaliser
- veiller au respect des consignes d'utilisation du conducteur
- baliser les zones de circulation pour éviter les interférences entre engins et avec les travailleurs au sol
- fixer les règles de circulation propres au chantier : vitesses maximales, priorités, etc...
- désigner un chef de manœuvre chargé d'organiser l'évolution en sécurité des engins et travailleurs au sol
- Informer et sensibiliser les salariés aux risques

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Gestionnaire du Tri : Chaque Entreprise Titulaire a, à sa charge, l'installation et les rotations des Bennes à

déchets .

L'ensemble des entreprises et chacune pour la part qui la concerne, assure l'évacuation de ses propres déchets jusqu'aux bennes.

L'ensemble des entreprises et chacune pour la part qui la concerne, maintien le chantier dans un état de propreté constant.

Si les nettoyages, de quelque nature qu'ils soient, ne sont pas exécutés en temps opportun, le Maître d'oeuvre, après mise en demeure restée sans effet, désigne soit l'une des entreprises de l'opération, soit une tierce personne aux fins de nettoyage.

La décision comporte l'imputation aux entreprises défaillantes des dépenses ainsi engagées.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque Entreprise Titulaire est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Sans objet

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Pas de présence d'autres chantiers à proximité du site lors de l'établissement du PGC .

Dans le cas d'un chantier à proximité lors du démarrage des travaux :

Les entreprises tiennent compte de la présence d'un autre chantier à proximité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité pour mettre en place le mode de communication avec les grutiers, ceci afin d'éviter les interférences sur les mêmes fréquences en cas de communication par radio (Talkie-walkie).

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit faire une demande à la DRIRE pour savoir s'il y a des tours aéro-réfrigérantes à proximité du chantier.

Si les travaux se déroulent à proximité d'une tour aéro-réfrigérante, le chef de l'établissement doit mettre une signalétique de sécurité signalant le port d'EPI appropriés (légionellose . . .).

Les entreprises utilisant des grues de tous types doivent donner les caractéristiques de celles-ci. Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites doit être installé.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

Sans Objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible.

Le personnel titulaire d'une attestation de formation Sauveteur-Secouriste du Travail doit être repérable sur le site (ex: casque d'une couleur différente).

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Pour assurer les premiers secours, sont mis à disposition et au vu de tous sur le site de la Base de vie :

- l'affichage des numéros d'appel et des points de rencontre des secours (PRS)
- des numéros de téléphone pour l'appel des secours
- une trousse ou boîte de secours complète, élaborée avec le médecin du travail et les représentants du personnel et vérifiée périodiquement
- éventuellement un défibrillateur

Responsable :

Dès la signature du marché, chaque entrepreneur désigne un responsable de chantier.

Consignes de premier secours :

Les entreprises définissent dans leur P.P.S. les consignes de premiers secours en fonction des risques générés par leur activité.

Emploi de produits dangereux :

Les entreprises indiquent dans leur P.P.SP.S. les consignes de premiers secours adaptés aux produits mis en oeuvre. Ces consignes sont affichées.

Matériels de secours :

Chaque entreprise doit posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours adaptée aux risques générés par leur activité. Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés sont informés des endroits où ces boîtes sont entreposées.

Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) :

La liste des secouristes présents sur le chantier est tenue à jour. Ils sont équipés d'un moyen reconnaissable (casque muni du logo, etc)

Téléphone de secours :

Les entreprises intervenantes mettent à la disposition de leurs équipes présentes sur le site un téléphone portable permettant d'appeler les secours.

La liste des différents numéros d'appel d'urgence est affichée par les entreprises Titulaires

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

A définir lors de la première réunion de chantier .

Les points de rencontre des secours doivent être matérialisés par des panneaux permettant au personnel du chantier de donner un point précis de rendez-vous aux services de secours.

Les secours sont accompagnés à partir de ce point jusqu'au lieu de l'accident .

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : ANCIENNE AEROGARE DE PAU-UZEIN

Adresse : ROUTE DE L AEROPORT 64230 UZEIN

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A définir lors de la première réunion de chantier .

Les points de rencontre des secours doivent être matérialisés par des panneaux permettant au personnel du chantier de donner un point précis de rendez-vous aux services de secours.

Les secours sont accompagnés à partir de ce point jusqu'au lieu de l'accident .

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_SCALP